

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL
SESSION 2015

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
SÉRIE ES

OBLIGATOIRE

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

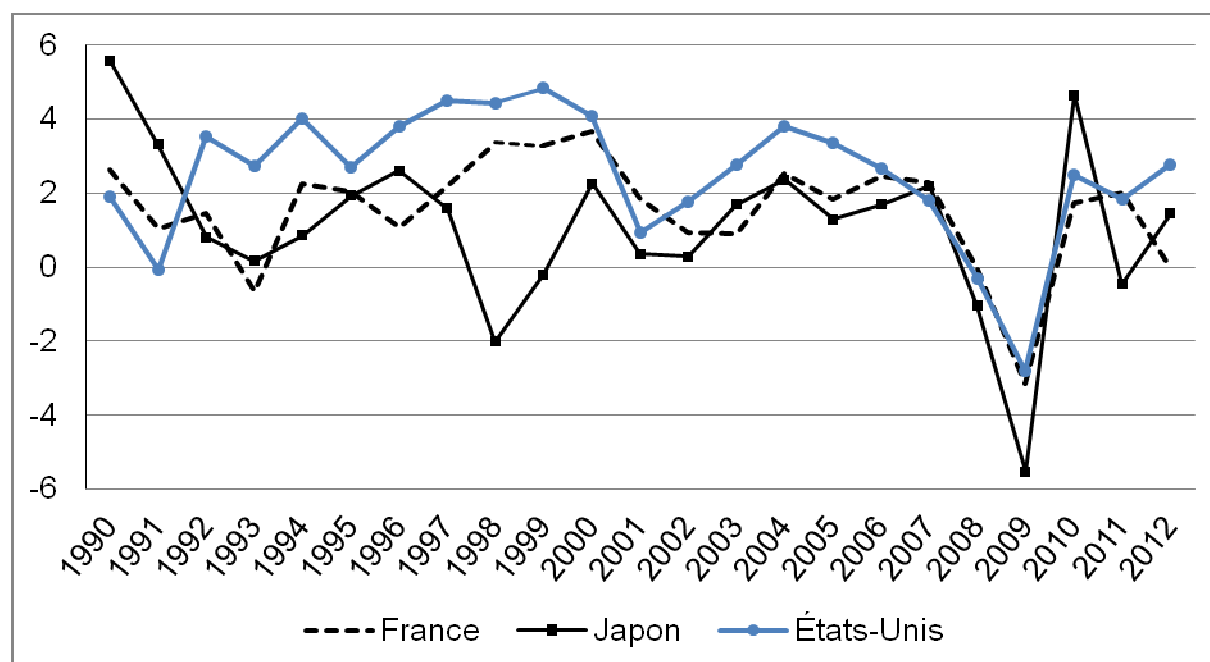
SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

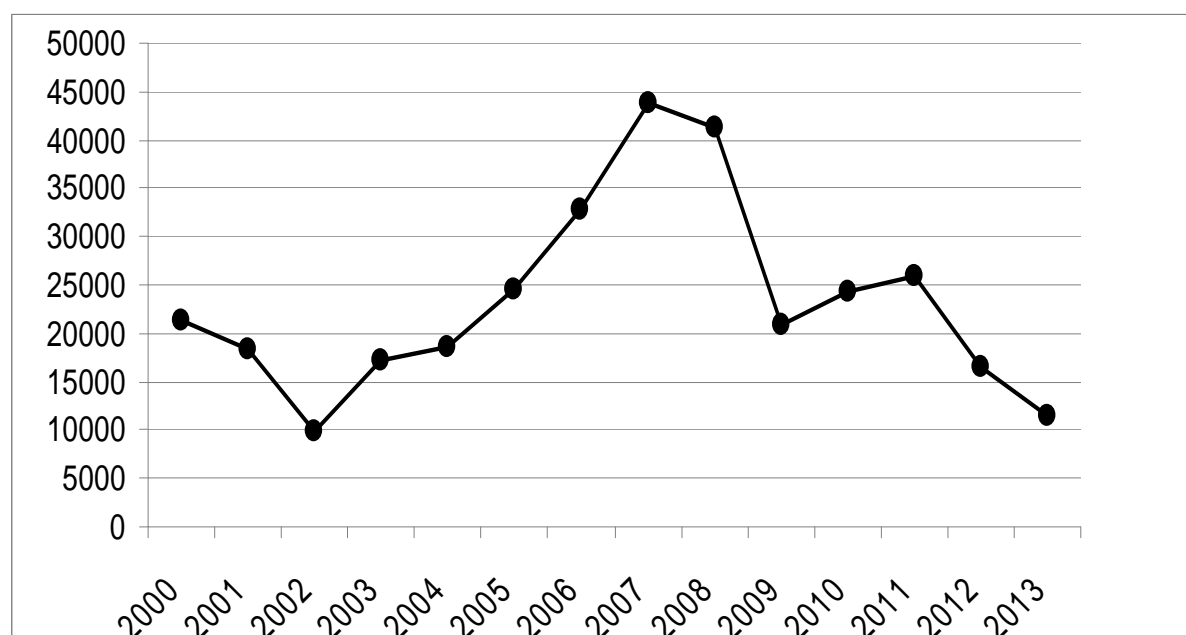
Comment peut-on expliquer les fluctuations économiques ?

DOCUMENT 1

Variations du PIB en volume (en % par rapport à l'année précédente)



Source : Banque Mondiale, 2014.

DOCUMENT 2**Crédits à l'investissement aux sociétés non financières⁽¹⁾, flux en millions d'euros en France**

Source : Banque de France, 2014.

⁽¹⁾ Sociétés non financières : sociétés hors secteur banques et assurances.

DOCUMENT 3

Le séisme de grande ampleur qui a affecté l'Est du Japon le 11 mars 2011 est le plus fort qui ait été récemment enregistré dans le pays. Sa magnitude de 8,9 sur l'échelle de Richter est très largement supérieure à celle de 7,2 enregistrée lors du séisme de Kobé en 1995. Son bilan humain est très élevé : 15 000 victimes, 10 000 disparus, 115 000 personnes sinistrées. La région de Tohoku, qui contribue au PIB japonais à hauteur de 6 %, a été fortement affectée par le tsunami qui a suivi le séisme. Le montant des dommages au stock de capital est estimé entre 16 000 et 25 000 milliards de yens, soit entre 3 % et 5 % du PIB. Mais outre le choc dû à cette catastrophe naturelle, l'économie est à présent confrontée à une crise nucléaire, essentiellement circonscrite ⁽¹⁾ autour de la centrale de Fukushima. [...] Le séisme au Japon a eu pour effet immédiat la destruction d'une part importante du stock de capital, tant privé que public, de l'économie nipponne. Les dommages subis par le stock total recouvrent [...] l'immobilier résidentiel, les usines et les équipements privés.

Source : « Les répercussions du séisme du 11 mars sur l'économie japonaise et l'économie mondiale », *Bulletin de la Banque de France*, 2011.

⁽¹⁾ Circonscrite : centrée.

DOCUMENT 4

PIB réel et composantes⁽¹⁾ du PIB réel (variations annuelles en %)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (p)*	2013 (p)*
PIB réel								
France	2,7	2,2	- 0,2	- 2,6	1,4	1,7	0,5	1,0
États-Unis	2,7	1,9	- 0,3	- 3,5	3,0	1,7	2,1	2,4
Japon	1,7	2,2	- 1,0	- 5,5	4,4	- 0,7	2,0	1,7
Dépense de consommation privée								
France	2,4	2,3	0,2	0,2	1,3	0,3	0,1	0,7
États-Unis	2,9	2,3	- 0,6	- 1,9	2,0	2,2	2,2	2,6
Japon	1,1	0,9	- 0,9	- 0,7	2,6	0,0	1,1	1,6
FBCF⁽²⁾								
France	4,2	6,3	0,2	- 8,9	- 1,3	3,0	0,6	1,0
États-Unis	2,5	- 1,4	- 5,1	- 15,2	2,0	3,7	4,8	5,9
Japon	1,5	0,3	- 4,1	- 10,6	- 0,2	0,5	4,7	0,9
Solde extérieur⁽³⁾								
France	0,0	- 0,9	- 0,3	- 0,2	0,1	0,0	0,7	0,3
États-Unis	- 0,1	0,6	1,2	1,1	- 0,5	0,0	0,0	- 0,1
Japon	0,8	1,1	0,2	- 1,5	1,7	- 0,8	- 0,3	0,3

(p)* : projections

Source : FMI, 2012.

⁽¹⁾ Toutes les composantes ne sont pas présentées dans ce document.⁽²⁾ FBCF : formation brute de capital fixe. Il s'agit des dépenses d'investissement réalisées par les agents économiques.⁽³⁾ Solde extérieur : exportations – importations.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

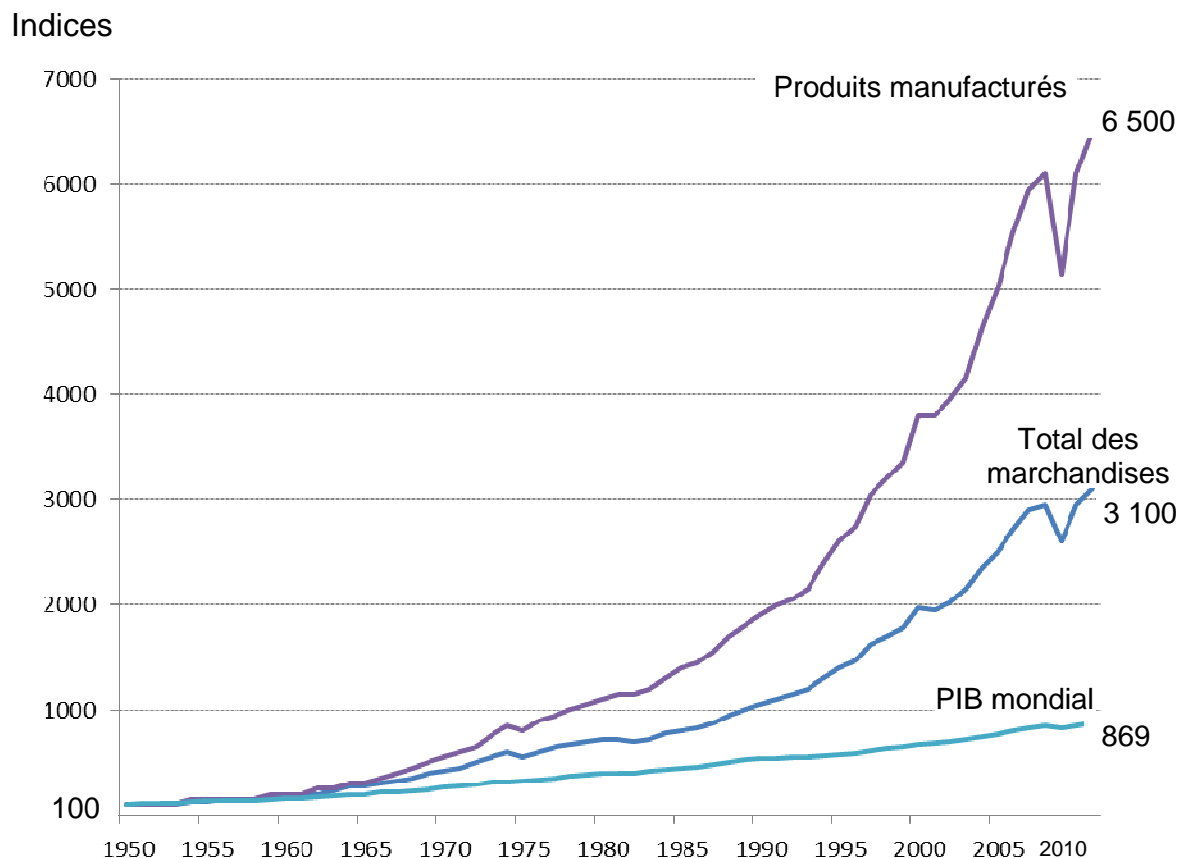
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Comment une entreprise peut-elle améliorer sa compétitivité hors-prix ?
(3 points)
2. Montrez que la fiscalité peut contribuer à la justice sociale. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez les évolutions du PIB et des exportations au niveau mondial.

Évolution en volume des exportations mondiales de marchandises⁽¹⁾, des exportations de produits manufacturés⁽²⁾ et du PIB mondial entre 1950 et 2011 (Indices base 100 en 1950)



Source : OMC, 2012.

⁽¹⁾ Les exportations de marchandises incluent les produits agricoles, les combustibles et les produits manufacturés.

⁽²⁾ Produits manufacturés : biens résultant de l'activité des industries. Ce sont des produits finis ou semi-finis (produits des industries agro-alimentaires, produits chimiques, automobiles, équipements électriques, articles d'habillement, ...).

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide des documents et de vos connaissances, vous montrerez que l'analyse de la structure sociale en termes de classes sociales peut être remise en cause.

DOCUMENT 1

Les développements sur la « mort des classes » sont toujours peu ou prou⁽¹⁾ fondés sur les mêmes arguments, même si certains auteurs ont pu ajouter quelques éléments : la croissance scolaire et l'entrée des classes populaires au lycée puis à l'université, le flou croissant des échelles de salaire, la diffusion de la propriété de valeurs mobilières⁽²⁾, la généralisation d'une culture « moyenne » — dont le *blue jeans* ou le barbecue sont les figures exemplaires —, la multiplication de différenciations et de conflits fondés sur des enjeux symboliques, et la revendication de la reconnaissance des différences religieuses, de genre, d'ordre culturel, régionalistes, ethniques ou d'orientation sexuelle.

L'essentiel de l'argumentation des sociologues intéressés à montrer la disparition des classes sociales peut être résumée en un diagnostic simple : baisse des inégalités économiques et éducatives, affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et aux références culturelles, mais aussi croissance de la mobilité, moindre structuration des classes en groupes hiérarchiques distincts, repérables, identifiés et opposés, moindre conflictualité des classes et conscience de classe affaiblie.

Source : « Le retour des classes sociales ? », Louis CHAUVEL, *Revue de l'OFCE*, 2001.

⁽¹⁾ Peu ou prou : plus ou moins.

⁽²⁾ Valeurs mobilières : titres financiers comme les actions et les obligations.

DOCUMENT 2

Répartition de l'emploi selon certaines caractéristiques sociales et taux de chômage (en %) en France de 1968 à 2007

		1968	1982	1999	2007
Répartition de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle	Agriculteurs exploitants	12,6	6,9	2,7	2,0
	Artisans, commerçants, chef d'entreprise	10,2	8,5	6,6	5,9
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,5	8,6	13,1	15,8
	Professions intermédiaires	12,5	17,8	23,1	24,8
	Employés	20,5	25,6	28,9	28,4
	Ouvriers	38,7	32,6	25,6	23,1
Répartition de l'emploi par niveau de diplôme	Aucun ou CEP⁽¹⁾	68,1	48,4	20,7	15,9
	BEPC⁽²⁾, CAP⁽³⁾, BEP⁽⁴⁾	20,3	28,9	38,7	33,1
	Bac ou équivalent	7,8	11,3	15,3	18,5
	Supérieur	3,8	11,4	25,3	32,5
Répartition de l'emploi selon le type de contrat	Emploi non salarié	-	17,9	13	11
	CDI⁽⁵⁾	-	76,9	76,1	77,1
	CDD⁽⁶⁾	-	4	8,4	8,4
	Intérim	-	0,5	1,5	2,1
	Apprentissage	-	0,8	1	1,4
Part des femmes dans l'emploi		34,6	39,4	44,9	46,9
Taux de chômage		-	6,9	10,0	8,0

Champ : actifs ayant un emploi, France métropolitaine, militaires du contingent exclus, sauf taux de chômage, en % des actifs.

Source : « 50 ans de mutations de l'emploi », Olivier MARCHAND, *INSEE Première*, septembre 2010 ; séries longues et *Enquête emploi 2012*, INSEE.

(1) CEP : Certificat d'Étude Primaire.

(2) BEPC : Brevet d'Études du Premier Cycle. Il a été remplacé par le Diplôme National du Brevet (DNB).

(3) CAP : Certificat d'Aptitudes Professionnelles.

(4) BEP : Brevet d'Enseignement Professionnel.

(5) CDI : Contrat à Durée Indéterminée.

(6) CDD : Contrat à Durée Déterminée (y compris emplois saisonniers).

DOCUMENT 3

Taux d'équipement en multimédia des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle en 2012 (en %).

Type d'équipement Catégorie socioprofessionnelle	Téléviseur couleur	Magnétoscope ou lecteur	Téléphone fixe	Téléphone portable	Micro ordinateur	Connexion à Internet
	Agriculteurs exploitants	95,4	77,2	90,6	92,8	83,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	97,6	85,7	90,2	97,4	92,5	90,4
Cadres et Professions intellectuelles supérieures	93,5	87,3	95,8	97,9	98,6	97,3
Professions intermédiaires	96,4	87	92	97,8	96,5	93,9
Employés	97	83,2	86,2	96,9	89,2	86,7
Ouvriers	98,1	86,7	85,2	97	84,3	81,4

Champ : ensemble des ménages en France métropolitaine.

Source : Statistiques sur les ressources et les conditions de vie, INSEE, 2012.